

les hostilités, ils ont dû donner leur plein rendement. A coup sûr, on ne peut pas leur demander maintenant de faire plus que durant la guerre. En conséquence, les explications du ministre m'ont semblé plutôt faibles. Il nous dit ensuite pourquoi cette crise existe. Quant à nous, nous essayons d'expliquer pourquoi elle ne devrait pas exister à l'heure actuelle. Il a cherché à nous convaincre, et il s'est exprimé clairement, que le Canada a, depuis 1928, une politique du combustible bien définie. S'il en est ainsi, cette politique a fait défaut sur certains points; et si le ministre a raison, j'aimerais savoir pourquoi on a dû, l'an dernier, instituer la Commission Carroll sur le charbon, chargée d'examiner toute la question de l'industrie houillère au Canada et d'élaborer une politique définie à cet égard. A mon avis, sa thèse ne tient pas debout.

La crise actuelle n'atteint pas directement la circonscription de Macleod, car nous avons, dans cette région, plusieurs mines qui peuvent très bien répondre aux besoins de notre population. Mais elle l'atteint indirectement dans une certaine mesure, étant donné que nous avons une importante industrie houillère au col du Nid de corbeau, et elle se rend bien compte que le Canada n'a jamais eu de véritable politique nationale du combustible. On a institué des commissions, et de nombreux organismes ont étudié de temps à autre la situation du charbon au pays. Nous avons, en effet, la Commission canadienne du combustible, chargée d'examiner tous les domaines de la recherche et de conseiller le Gouvernement sur les problèmes qui ont trait au charbon. Malgré tout cela, dans un pays qui produit 18 p. 100 des approvisionnements mondiaux de charbon, la population canadienne souffrira peut-être du froid et nos industries devront peut-être fermer leurs portes.

Au début de la guerre, je me suis intéressé de façon particulière à cette question; je savais, en effet, que si l'industrie houillère ne fonctionnait pas de façon normale, nos industries de guerre en souffriraient grandement. J'ai adressé une longue lettre à trois ministres de la Couronne: au ministre du Travail, au ministre des Mines et ressources et au ministre des Munitions et approvisionnements.

Je faisais observer dans cette lettre que toute désorganisation, même d'importance secondaire, dans l'industrie houillère des Etats-Unis, qui nous fournissait une bonne partie de nos approvisionnements, aurait des effets désastreux sur notre effort de guerre. Cette mise en garde reposait sur la production passée des houillères américaines. Je ne cachais pas au ministre la gravité de la situation. Les Etats-Unis n'étaient pas encore en guerre et je redoutais les grèves chez nos voisins et

leurs répercussions. J'exhortais le ministre à s'attaquer au problème avant qu'il fût trop tard.

Quel a été le résultat de ces trois lettres? Le ministre des Mines et ressources,—c'est-à-dire celui qui occupait ce poste dans le temps,—ne s'est même pas donné la peine de me répondre. Il a, depuis, reçu une récompense politique sous forme de nomination à un autre endroit. Si j'ai bonne mémoire, le ministre des Munitions et approvisionnements ne m'a pas répondu non plus. L'honorable M. McLarty, alors ministre du Travail, a été le seul à me répondre. Il avait demandé à ses hauts fonctionnaires d'étudier la question et de lui dire ce qu'ils en pensaient. J'ai eu une entrevue avec lui et j'ai tenté de nouveau de lui faire saisir toute la gravité de la situation. Il m'a adressé une lettre pour me dire que ses conseillers avaient étudié attentivement la question, qu'ils avaient même consulté,—je ne me rappelle plus ci c'était simplement par lettres,—les hauts fonctionnaires américains, mais que la situation ne leur semblait pas inquiétante. Ils croyaient la dominer. Heureusement pour nous, les événements n'ont pas pris une mauvaise tournure pendant la guerre. Mais la guerre est maintenant terminée et nous sommes en face d'une situation critique qui aurait bien pu se présenter pendant les années d'hostilités, alors que les régisseurs dominaient toute notre activité. Il n'en a rien été, heureusement, mais le problème se pose maintenant, et le Gouvernement ne sait plus que faire.

L'extraction de la houille au Canada a subi une ou deux atteintes dans le passé: d'abord le programme des impôts sur le revenu, car plusieurs mineurs ne veulent pas travailler six jours par semaine lorsqu'une semaine de cinq jours les tient dans certaines catégories de revenu; le jour supplémentaire de travail, un sur six dans la semaine, élèverait leurs revenus à des catégories supérieures et à cause des impôts frappant ces catégories,—cela ne leur rapporterait rien. Ils se disent: A quoi bon; je vais rester chez moi. Et les mines opèrent quand même. La perte de ce jour supplémentaire n'a pas fait fermer leurs portes, mais plusieurs heures de travail sont ainsi perdues, et l'extraction de la houille en a souffert considérablement. En fait, le programme des impôts a contribué à abaisser la production de la houille.

On a en outre manqué de wagons pour le transport de la houille, mais pas toujours parce qu'il n'y en avait pas de disponibles à cette fin. Souvent on en a remisé sur les voies de garage.

Le Gouvernement actuel et ceux du passé doivent assumer la responsabilité de la crise. Personne d'autre n'en porte le blâme, dans un pays comme le nôtre, si riche en gisements de